Qualité nutritionnelle des achats alimentaires en France : évolution des inégalités entre 1971 et 2010

13 avril 2020

Dans le dernier numéro d'*Économie & Statistique*, publié début avril 2020, un article analyse, sur quatre décennies, l'évolution de la qualité nutritionnelle des achats alimentaires des Français, destinés à la consommation à domicile. Si la part de l'alimentation baisse dans les budgets des ménages (40 % en 1950, 15,6 % en 2017), des différences sont documentées selon le revenu, le niveau d'éducation, la catégorie socioprofessionnelle, etc. Les auteures proposent ici une analyse sur longue période, considérant les grands groupes d'aliments et la qualité nutritionnelle selon le revenu et le niveau d'éducation. Elles mobilisent pour cela les données de l'enquête *Consommation alimentaire* (Insee) jusqu'en 1991, puis ensuite du panel Kantar Worldpanel.

À l'échelle nationale, le contenu calorique des achats destinés à la consommation à domicile a augmenté, passant de 2 084 kcal/pers/jour en 1969 à 2 222 kcal/p/j en 2010. L'analyse par groupes d'aliments montre également une diminution des catégories « traditionnelles » (pain-pâtes-riz, pommes de terre et légumineuses, etc.) au profit de produits transformés (produits laitiers, plats préparés, etc.). L'utilisation d'un score d'adéquation aux recommandations nutritionnelles (score MAR) met en évidence une amélioration de la qualité nutritionnelle des achats, croissante jusqu'en 2003, puis stagnant. La diminution des produits denses en calories et pauvres en nutriments peut l'expliquer.

Entre 1969 et 2010, évolution des achats de yaourts, fromages et desserts lactés (gauche), et de produits et boissons sucrés (droite), exprimés en g/2 000 kcal



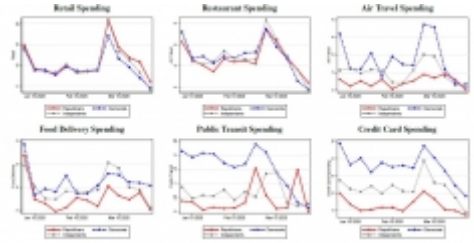
Source : Insee

Au niveau des ménages, les auteures montrent que les inégalités, fortes au début des années 1970, sont beaucoup moins marquées en 2010. Selon le revenu, les différences portent plus sur la qualité nutritionnelle que sur le contenu calorique. Les ménages ayant les niveaux de revenus les plus élevés ont des achats présentant une meilleure qualité nutritionnelle, même si les différences se réduisent avec le temps. Selon le niveau d'éducation, il apparaît que les inégalités tendent à s'estomper en 2010 alors qu'elles étaient marquées au départ. La consommation de protéines animales en est une illustration (figure ci-dessous).

In fine, en dépit de la dynamique générale de convergence, les auteures soulignent

que des inégalités nutritionnelles en fonction du revenu subsistent, les politiques alimentaires et de santé restent ainsi importantes pour atténuer les inégalités sociales.

Déviation, par rapport à la moyenne (%), du contenu en protéines animales des achats pour l'alimentation à domicile, selon le revenu (gauche) et le niveau d'éducation (droite)



Source : Insee

Julia Gassie, Centre d'études et de prospective

Source : Insee